

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis — novembre 2020

CANADA

Les ventes d'automobiles au Canada ont diminué considérablement en novembre, se repliant de 9,5 % sur un mois (et de 10,4 % sur douze mois). Ce déclin se traduit par une cadence annualisée des ventes d'à peine 1,65 million d'exemplaires, alors que celle-ci se situait en moyenne aux alentours de 1,8 million d'exemplaires au cours des quatre derniers mois. Ce ralentissement découle probablement de l'imposition de mesures de confinement plus rigoureuses dans plusieurs grandes villes et régions du Canada, même si ces mesures n'ont pas contraint les concessionnaires à fermer leurs portes. La confiance des consommateurs a également fait du sur place au cours des deux derniers mois en raison de la multiplication des cas de contamination par la COVID-19. Des pénuries de stocks et une diminution du nombre d'incitatifs à l'achat pourraient aussi avoir freiné les ventes en fin d'année. La situation se stabilise dans plusieurs secteurs économiques depuis le début de l'automne, notamment dans le commerce de détail et les ventes d'automobiles. L'anticipation d'une seconde vague de cas de COVID-19 laissait prévoir un essoufflement de la reprise des ventes d'automobiles, semblable aux ventes enregistrées en novembre. Nous prévoyons que les ventes demeureront faibles en décembre, conformément aux prévisions antérieures qui fixaient les ventes annuelles à environ 1,56 million d'exemplaires. Tout comme lors des premières vagues d'infections à la COVID-19, toutefois, nous nous attendons à ce qu'une certaine part de la demande soit reportée à la prochaine année et nous anticipons une remontée marquée des ventes en 2021, qui devraient s'établir à 1,8 million d'exemplaires, malgré un ralentissement en début d'année dû à l'incidence d'une deuxième vague d'infections.

ÉTATS-UNIS

Les ventes d'automobiles aux États-Unis se sont repliées de 3,4 % sur un mois (en données désaisonnalisées) en novembre, se comprimant pour un deuxième mois de suite. En glissement annuel, les ventes ont chuté de 14,8 %. Le rythme annualisé des ventes en novembre s'est établi à 15,7 millions d'exemplaires. Après une reprise vigoureuse au cours de l'été, les ventes se sont stabilisées au début de l'automne environ 5 % en deçà des niveaux enregistrés avant la pandémie. Les ventes devraient diminuer légèrement à la fin de l'année en raison d'une combinaison de facteurs, notamment la hausse des cas d'infection à la COVID-19, des pénuries de stocks et les prix élevés des véhicules. Les intentions d'achat d'automobile, telles que mesurées par le Conference Board, se sont améliorées de 2 points de base en novembre, mais un déclin d'une amplitude inversée en octobre pourrait avoir stimulé les ventes en novembre. D'ailleurs, plusieurs indicateurs économiques pointent vers une normalisation de l'activité, et non une économie au neutre. Les ventes au détail, par exemple, ont crû de 0,3 % sur un mois (en données désaisonnalisées) en octobre, tandis que les ventes de propriétés se comprimaient de 0,3 % sur un mois (en données désaisonnalisées). Le taux de chômage a diminué à nouveau pour s'établir à 6,9 % au cours du même mois, tandis que le nombre des demandes initiales d'assurance-emploi a commencé à augmenter vers la fin du mois. La pandémie devrait continuer à freiner les ventes d'automobiles en fin d'année, qui, d'après nous, devraient s'établir à 14,2 millions d'exemplaires pour l'année 2020. Nous prévoyons une reprise robuste des ventes en 2021, qui devraient s'élever à 15,7 millions d'exemplaires, soutenues par une reprise économique, par de nouvelles mesures d'aide et par la baisse de nouveaux cas d'infection à la COVID-19.

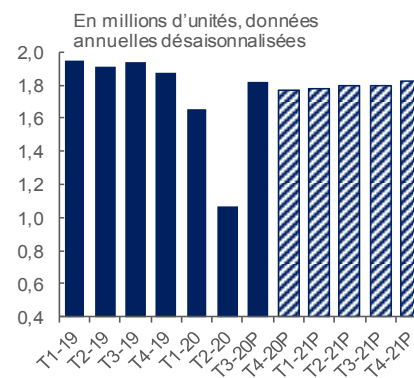
RENSEIGNEMENTS

Rebekah Young, première directrice, Politiques économiques provinciales et fiscales
 416.862.3876
 Scotiabank Economics
rebekah.young@scotiabank.com

| Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis | | | |
|--|---------|---------|--------------|
| | Oct '20 | Nov '20 | Cumul annuel |
| (évolution en % sur un an en données non désaisonnalisées) | | | |
| Canada | -2,5 | -10,4 | -21,0 |
| É.-U. | 1,0 | -14,8 | -16,8 |
| (évolution en % sur un mois en données désaisonnalisées) | | | |
| Canada | -0,6 | -9,5 | -19,2 |
| É.-U. | -1,5 | -3,4 | -16,0 |

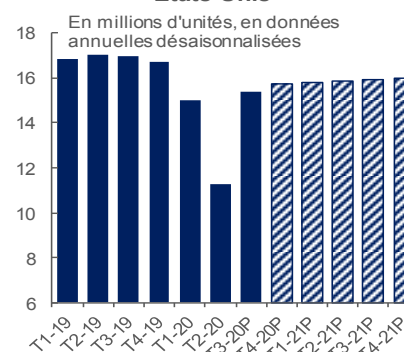
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Auto, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Ventes de véhicules légers aux États-Unis



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Automotive Group.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.